

Compte rendu de séance

Séance du 14 Novembre 2020

L'an 2020 et le 14 Novembre à 10 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, salon d'honneur à la Mairie sous la présidence de VAGNE Daniel Maire

Présents : M. VAGNE Daniel, Maire, Mmes : FLORIOT Anne-Marie, OBART-MICHELET Annick, RAOULT Clarisse, RELION Marie-Chantal, MM : CHAMPAGNE Pierre, CONTAUX Jean-Benoît, DEROUSSENT Philippe, GANDON Gérard, HEITZ Laurent, MAIRE Jean-Marie, MAYOUD Stéphane

Excusé(s) ayant donné procuration : M. JUPPONT Maximilien à M. MAIRE Jean-Marie

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 13
- Présents : 12

Date de la convocation : 09/11/2020

Date d'affichage : 09/11/2020

A été nommé(e) secrétaire : FLORIOT Anne-Marie

Objet(s) des délibérations

SOMMAIRE

APPROBATION DU PV DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 JUILLET 2020 - 2020-047
FORÊT : ETAT D'ASSIETTE 2021 - 2020-048
FORÊT : TRAVAUX EXPLOITATION - 2020-049
TRAVAUX AEP : AVENANTS - 2020-050
DECISIONS MODIFICATIVES : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET EAU - 2020-051
SUBVENTION AU BUDGET CHAUFFERIE BOIS - 2020-052
VENTE GARAGES JACQUEMIN - NOUVELLE DELIBERATION - 2020-053
INDEMNITE DE CONFECTION DE DOCUMENTS BUDGETAIRES AU RECEVEUR MUNICIPAL - 2020-054
ELECTION D'UN REPRESENTANT AU CONSEIL DE SURVEILLANCE - 2020-055
ADMISSION EN NON VALEUR BUDGET EAU - 2020-056
ADHESIONS ET RETRAIT DE COLLECTIVITES AU SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - 2020-057
TRANSFERT DU GYMNASSE A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES : APPROBATION DU RAPPORT DE LA CLECT - 2020-058
ADHESION AU CONTRAT D'ASSURANCE STATUTAIRE 2021-2024 - 2020-059
AFFECTATION DU RESULTAT 2019 BUDGET TRESORERIE - 2020-060

APPROBATION DU PV DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 JUILLET 2020 -réf : 2020-047

Monsieur le Maire propose au vote l'approbation du procès-verbal du 30 juillet 2020 et demande s'il y a des remarques.

Le procès-verbal de la séance du 30 juillet 2020 est adopté.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

FORÊT : ETAT D'ASSIETTE 2021 -réf : 2020-048

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **Accepte** la proposition d'état d'assiette 2021 faite par l'ONF en application de l'aménagement forestier
- **Fixe** comme suit la destination des coupes des parcelles figurant à l'état d'assiette 2021 :
 - Vente des grumes façonnées des parcelles 10a, 26a, 28, 29, 47r, 62, 63, 65, 83v, 86, 87 et produits accidentels au cours de la campagne 2020-2021
 - Vente des houppiers et petits bois façonnés des parcelles 10a, 26a, 28, 29, 47r, 62, 63, 83v, 86 au cours de la campagne 2020-2021
 - Vente des houppiers et petits bois de produits accidentels sur pied à l'unité de produit
 - Partage en nature des houppiers et petits bois des parcelles 65 et 87 entre les affouagistes

Le conseil municipal :

- Laisse à l'ONF le soin de fixer les découpes dimensionnelles
- **Décide** de repartir l'affouage par feu
- **Désigne** comme garants responsables : Mrs VAGNÉ Daniel, CONTAUX Jean-Benoît, CHAMPAGNE Pierre
- **Fixe** le délai unique d'exploitation, façonnage et vidange des bois partagés en affouage au 31 octobre 2021
- Fixe le montant de la taxe affouagère (montant forfaitaire) à 120 €

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

FORÊT : TRAVAUX EXPLOITATION -réf : 2020-049

Monsieur le Maire explique au conseil municipal, que suite à l'obligation de commercialiser rapidement les bois déperissants ayant souffert des épisodes anormaux de sécheresse dans les parcelles 4, 33r, 35a, 37a, 41a, 48, 56, 67, 68 ;

Il convient de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence, conformément aux dispositions de l'article R.2122-1 du code de la commande publique, avec l'entreprise BOIS ET TRAVAUX de BULT pour la réalisation de prestations d'exploitation forestières.

Le montant des travaux s'élève à **31 568.70 € HT** soit **34 725.57 € TTC**.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** le marché et son mode de passation
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les pièces du marché.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

TRAVAUX AEP : AVENANTS -réf : 2020-050

Monsieur le Maire explique au conseil municipal que dans le cadre des travaux d'alimentation en eau potable des avenants doivent être conclus avec le groupement HOUILLON-BONINI et le bureau d'étude CONCEPT INFRA.

Ces avenants ont pour objet :

AVENANT N° 2 TRAVAUX : GROUPEMENT HOUILLON-BONINI

- La modification du réseau de transfert de Aureil-Maison par :

- La mise en œuvre d'une ventouse et le démontage de l'ancienne ;
- La reprise complète de 3 branchements existants supplémentaires ;
- La modification du tracé du réseau de transfert ;
- L'oubli de comptabiliser un raccordement lors de l'établissement de l'avenant N°1 ;

- La modification des travaux de requalification du réservoir existant et notamment :

- La mise en place de plus d'enrochement pour stabilisation des talus ;
- L'ajustement des quantités réellement réalisées ;

- La modification des travaux du nouveau réservoir et notamment :

- L'ajustement des quantités réellement réalisées ;

Marché initial : 400 000.00 € HT soit 480 000.00 € TTC
 Avenant n°1 : 26 054.57 € HT soit 31 265.48 € TTC
Avenant n°2 (Objet de la présente décision) : 13 191.25 € HT soit 15 829.50 € TTC
 Nouveau montant du marché : 439 245.82 € HT soit 527 094.98 € TTC

AVENANT N°1 MAITRISE D'OEUVRE : Bureau d'études CONCEPT INFRA

- Prestations supplémentaires concernant la conception et le suivi des travaux de la liaison d'Aureil-Maison

Marché initial : 18 800.00 € HT soit 22 560.00 € TTC
Avenant n°1 (Objet de la présente décision) : 1 500.00 € HT soit 1 800.00 € TTC
 Nouveau montant du marché : 20 300.00 € HT soit 24 360.00 € TTC

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **accepte** les avenants ci-dessus, il émet des réserves quant au paiement de l'avenant au bureau d'études CONCEPT INFRA et précise que le paiement n'interviendra qu'après la réception définitive des travaux sachant qu'il reste quelques points à régulariser.

- **autorise Monsieur le Maire à signer les avenants ainsi que tous documents s'y rapportant.**

A la majorité (pour : 11 contre : 0 abstentions : 2)

DECISIONS MODIFICATIVES : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET EAU -réf : 2020-051

Monsieur le maire propose au conseil municipal les décisions modificatives suivante sur les budgets principal et eau de l'exercice 2020.

Budget principal :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6521 : Déficit des budgets annexes à caractère administratif	50 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	50 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-67441 : aux budgets annexes	0,00 €	50 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles	0,00 €	50 000,00 €	0,00 €	0,00 €
Total FONCTIONNEMENT	50 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €	0,00 €
Total Général	0,00 €		0,00 €	

Budget eau :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-701249 : Reversement redevance pour pollution d'origine domestique	0,00 €	3 244,00 €	0,00 €	0,00 €
D-706129 : Reversement redevance pour modernisation des réseaux de collecte	0,00 €	2 296,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 014 : Atténuations de produits	0,00 €	5 540,00 €	0,00 €	0,00 €
D-023 : Virement à la section d'investissement	5 540,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	5 540,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total FONCTIONNEMENT	5 540,00 €	5 540,00 €	0,00 €	0,00 €

INVESTISSEMENT				
R-021 : Virement de la section d'exploitation	0,00 €	0,00 €	5 540,00 €	0,00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section d'exploitation	0,00 €	0,00 €	5 540,00 €	0,00 €
D-1641 : Emprunts en euros	0,00 €	30 000,00 €	0,00 €	0,00 €
R-1641-114 : REFECTION RESEAU EAU - PERIMETRE RESERVOIR	0,00 €	0,00 €	0,00 €	85 540,00 €
TOTAL 16 : Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	30 000,00 €	0,00 €	85 540,00 €
D-2156 : Matériel spécifique d'exploitation	0,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	0,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2315-114 : REFECTION RESEAU EAU - PERIMETRE RESERVOIR	0,00 €	47 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	0,00 €	47 000,00 €	0,00 €	0,00 €
Total INVESTISSEMENT	0,00 €	80 000,00 €	5 540,00 €	85 540,00 €
Total Général	80 000,00 €		80 000,00 €	

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

SUBVENTION AU BUDGET CHAUFFERIE BOIS -réf : 2020-052

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide de verser une subvention exceptionnelle de 50 000 € au budget chaufferie bois.

Mr le Maire précise que les crédits sont inscrits au compte 67441 du budget principal.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

VENTE GARAGES JACQUEMIN - NOUVELLE DELIBERATION -réf : 2020-053

Monsieur le Maire informe le conseil municipal, d'une demande de Mr DE HENAU Mickaël concernant l'achat des garages Jacquemin situés section G n° 729 d'une superficie de 1 a 98 ca

Le conseil municipal après en avoir délibéré,

- **Accepte** la vente des garages cadastrés section G n°729 à Mr DE HENAU Mickaël
- **Fixe** le prix à 13 000 €
- **Autorise** Monsieur le maire à signer tous documents relatifs à cette transaction.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

INDEMNITE DE CONFECTION DE DOCUMENTS BUDGETAIRES AU RECEVEUR MUNICIPAL -réf : 2020-054

Le conseil municipal :

- **Vu** l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités pour la confection des documents budgétaires

Décide à l'unanimité,

- **de demander** le concours du Receveur Municipal pour la confection des documents budgétaires
- **d'accorder** cette indemnité à M DOUILLET Sébastien, receveur municipal

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

ELECTION D'UN REPRESENTANT AU CONSEIL DE SURVEILLANCE -réf : 2020-055

Monsieur le Maire explique au conseil municipal qu'il convient de nommer un représentant pour siéger au conseil de surveillance de l'hôpital Local de LAMARCHE

Mr VAGNÉ Daniel est le seul candidat

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, **à l'unanimité** :

Nomme Mr VAGNÉ Daniel, pour siéger au conseil de surveillance de l'hôpital Local de LAMARCHE

A la majorité (pour : 11 contre : 0 abstentions : 2)

ADMISSION EN NON VALEUR BUDGET EAU -réf : 2020-056

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal des propositions d'admission en non-valeur des titres de recettes de l'année 2016 sur le budget eau pour lesquels les recouvrements sont définitivement compromis :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **Refuse** d'admettre en non-valeur l'intégralité des titres de recettes présentés

- n° 3-16-2 de l'exercice 2016 d'un montant de 5.20 €
- n° 3-16-4 de l'exercice 2016 d'un montant de 3.03 €
- n° 3-16-1 de l'exercice 2016 d'un montant de 37.10 €
- n° 3-16-3 de l'exercice 2016 d'un montant de 4.55 €
- total : 49.88 €

A la majorité (pour : 1 contre : 10 abstentions : 2)

ADHESIONS ET RETRAIT DE COLLECTIVITES AU SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF -réf : 2020-057

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE** l'adhésion de 56 collectivités à la compétence à carte n°1 " Réhabilitation "

l'adhésion de 49 collectivités à la compétence à carte n°2 " Entretien "

l'adhésion de 6 communes à la compétence à carte n°1 " Réhabilitation "

l'adhésion de 4 communes à la compétence à carte n° 2 " Entretien "

- **ACCEPTE** le retrait de la commune de MONCEL-SUR-VAIR

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

TRANSFERT DU GYMNASE A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES : APPROBATION DU RAPPORT DE LA CLECT -réf : 2020-058

Compte tenu de la demande formulée par la commune de Lamarche de transférer son gymnase à la communauté de communes LES VOSGES COTE SUD OUEST, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées CLECT s'est réunie le 27 Octobre 2020 pour examiner les conditions financières liées à ce transfert d'équipement.

Un rapport CLECT daté du 28/10/2020 a été transmis à l'ensemble des communes.

La CLECT a :

- Adopté une méthode (dite accord libre)
- Validé un montant de dépenses de fonctionnement à prendre en compte
- Chiffré le montant estimatif des travaux de remise en état de l'équipement correspondant à des dépenses d'investissement
- Fixé une clause de rendez-vous permettant d'ajuster les coûts réels constatés après réalisation des travaux aux coûts estimés lors de la réalisation du transfert
- Examiné les conséquences financières éventuelles d'une baisse du montant des attributions de compensation qui pourraient intervenir entre la date de prise d'effet du transfert et la date de réalisation des travaux (application de compensations négatives)
- Fixé une date de prise d'effet de ce transfert (01/01/2020) dès lors que la commune de Lamarche aura délibéré favorablement sur le principe et les conditions financières de ce transfert et que le Conseil communautaire aura approuvé ce transfert avec une majorité des 2/3 avant la fin de l'année 2020.

Compte tenu du mode de transfert adopté à l'unanimité par les membres de la CLECT (49 communes représentées, 11 non représentées), à savoir le principe de l'accord libre, seul le conseil municipal de la

commune de Lamarche doit valider les conditions contenues dans ce rapport avant le vote qui doit intervenir lors du prochain conseil communautaire, lequel devra acter le principe du transfert selon les modalités figurant dans le rapport et décider d'une date de prise d'effet pour ce transfert.

Monsieur le Maire de Lamarche, soumet au vote du conseil le principe et l'adoption de l'intégralité des conditions financières liées au transfert du gymnase de Lamarche. Ce transfert s'opérera sous la forme d'une mise à disposition de l'équipement à la communauté de communes LES VOSGES COTE SUD OUEST

Le principe et l'intégralité des conditions financières liées au transfert du gymnase de Lamarche contenues dans le rapport de la CLECT sont approuvés.

Une copie de cette délibération sera transmise à la communauté de communes LES VOSGES COTE SUD OUEST afin qu'elle puisse inscrire ce point à l'ordre du jour de son prochain conseil communautaire qui statuera sur ce transfert et qui définira sa date de prise d'effet.

Après discussion, le conseil municipal, décide d'ajourner ce point par manque d'information.

Aucun (pour : 0 contre : 0 abstentions : 0)

ADHESION AU CONTRAT D'ASSURANCE STATUTAIRE 2021-2024 -réf : 2020-059

Le Maire rappelle que la commune a, par la délibération du 19 février 2020, mandaté le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Vosges afin de négocier un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, par application de l'article 26 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 ;

Le Maire expose que le Centre de Gestion a communiqué à la Commune :

- les résultats la concernant. Une fiche récapitulative et une proposition d'assurance ont été envoyées par le Centre de Gestion pour détailler les tarifs disponibles par franchise (10, 15 ou 30 Jours) et par option (prise en charge des primes et indemnités, du supplément familial de traitement et des charges patronales le cas échéant),
- La convention de gestion entre la collectivité et le CDG88 prévoit, entre autres, les missions et tâches de chacune des deux parties ainsi que l'application :
 - o d'une cotisation additionnelle annuelle d'un montant correspondant à **0,6%** du TBI+NBI. Pour rappel : TBI : Traitement Brut Indiciaire ; NBI : Nouvelle Bonification indiciaire.

Cette cotisation additionnelle permet de financer les actions et tâches que prend en charge le Centre de Gestion des Vosges en lieu et place de l'assureur et de son courtier. Le taux de cette cotisation additionnelle est déterminé par le Conseil d'Administration du Centre de Gestion avant le 30 novembre de chaque année (N-1) pour l'exercice à venir (N). En cas de modification de ce taux, une information est réalisée par le Centre de Gestion par courrier postal ou courrier électronique.

Le Conseil, après en avoir délibéré :

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres De Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

DECIDE

Article 1^{er} : d'accepter la proposition suivante :

Durée du contrat : 4 ans (date d'effet au 01/01/2021).

Article 2 : La commune autorise le Maire à :

- Opter pour la couverture des agents CNRACL.
- Choisir les franchises et options (prise en charge totale ou partielle des charges patronales, primes et indemnités, Supplément Familial de Traitement, Indemnité de Résidence).
- Signer tout document contractuel résultant de la proposition du Centre de Gestion : proposition d'assurance, certificats d'assurance (contrats) et convention de gestion intégrant une cotisation additionnelle annuelle de **0,6% du TBI+NBI**.
- Mandater le Centre de Gestion pour :
 - o Le lancement d'un nouveau marché en cas de modification des conditions contractuelles (augmentation conséquente des taux de cotisation à l'initiative de l'assureur) durant la période 2021-2024. Ce mandatement permettant de relancer très rapidement une nouvelle consultation à des conditions préférentielles à celles proposées par l'assureur,
 - o La récupération, auprès de l'assureur ou de son courtier, de l'ensemble des données statistiques inhérentes aux périodes écoulées (cette modalité permettant de relancer très rapidement une nouvelle consultation sans solliciter les services de la collectivité).

Article 3 : Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) :

La collectivité est tenue responsable du traitement des données personnelles de ses agents. Du point de vue de la réglementation relative à la protection des données personnelles (RGPD), le Centre de Gestion est considéré comme « sous-traitant » au titre du contrat groupe proposé et au sens de la réglementation sur la protection des données personnelles (RGPD).

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

AFFECTATION DU RESULTAT 2019 BUDGET TRESORERIE -réf : 2020-060

Cette délibération annule et remplace celle du 19/02/2020 numérotée 2020-015

L'assemblée délibérante constate à la clôture de l'exercice :

- un excédent de fonctionnement de :	+ 28 419.60 €
- un résultat d'investissement de :	63 000.00 €
restes à réaliser en dépenses :	0
en recettes :	0
besoin de financement	0

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide,
d'affecter en réserve d'investissement 28 419.60 € au c/1068

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Séance levée à: 12:20

En mairie, le 16/11/2020
Le Maire, Daniel VAGNE